

Dépotoirs illégaux Une honte pour les Madelinots!



Cliché photo : Yves Martinet, Comité Zip des Îles

Par **Merrielle Ouellet**
redacteur@leradar.qc.ca

A lors que l'on croyait la pratique presque enrayée depuis belle lurette, voilà que l'on constate que le phénomène reprend de l'ampleur au grand détriment de la nature fragile de l'archipel. Les dépotoirs illégaux semblent de plus en plus nombreux malgré les nettoyages passés et la sensibilisation constante à l'importance du tri et de la fragilité du territoire insulaire.

C'est au cours d'une randonnée dans un certain chemin de gravier sur l'île du Havre-Aubert que nous sommes

« tombés » sur un site de dépôt clandestin. Un beau ramassis d'objets hétéroclites. Des exemples? **Télévision**, réservoir résidentiel à mazout, fenêtre, jouets, bicyclette, pelle à neige, débris de bois... Mais il n'y a pas que là. Plus d'une trentaine de sites ont été identifiés sur tout le territoire de l'archipel par le Comité ZIP des Îles.

Ces sites sont anciens et actuels, certains encore actifs alors que d'autres ne le sont plus. « Au cumul, nous estimons à plus de vingt tonnes métriques la quantité de ces résidus, dont une bonne partie – de la ferraille – pourra possiblement être recyclée », de nous révéler Yves Martinet, directeur général de l'organisme.

Selon lui, ces sites sont tous relativement faciles d'accès et sont principalement localisés sur des terrains privés. Le Comité Zip travaille justement à la mise en œuvre d'un vaste projet de nettoyage de ces sites. Le ministère de l'Environnement a d'ailleurs récemment annoncé un financement de 36 560 \$ dans le cadre du programme ÉcoAction. Il ne leur faut plus que l'accord des propriétaires en question. Mais qui pourrait dire non à un service gratuit? Nous aurons l'occasion d'effectuer un suivi de ce projet le moment venu.

Ainsi, le Comité ZIP n'en est pas à ses premières offensives dans ce secteur. En 2007 et en 2008, ils ont réalisé deux projets de nettoyage manuel, ciblés en milieux sensibles, sur l'ensemble du

territoire habité de l'archipel, incluant l'île d'Entrée. « Au total, ces 16 semaines réparties sur 2 ans ont permis de sillonner quelque 185 km de berges, bords de ruisseaux, de milieux humides, etc. et d'y recueillir 13 120 kg de déchets divers, essentiellement en terrains publics », de préciser Yves Martinet. À ce moment-là, des

citoyens avaient soulevé la problématique des sites de dépôts clandestins, « nous avons dès lors commencé à cibler certains sites dont un nettoyage serait bénéfique pour l'environnement, pour la faune, la flore, ainsi que pour la qualité de vie des Madelinots (eau potable, sauvagine...) », poursuit-il en notant que plusieurs de ces sites sont situés en périphérie des falaises, des berges, de cours d'eau, de milieux humides, du couvert forestier, etc.

« Ce phénomène est déplorable. Il s'avère important pour nous que les divers acteurs concernés par cette problématique soient informés et sensibilisés et qu'une réflexion s'amorce afin de possiblement trouver des mécanismes de solutions abordables



Cliché photo : Yves Martinet, Comité Zip des Îles

et faciles qui puissent être mis en place à court terme afin que tous ensemble nous puissions œuvrer à favoriser la disparition de ces sites, ou du moins d'en amoindrir l'étalement. En fin de compte, c'est la collaboration de tous qui permettra d'améliorer la situation » de plaider Yves Martinet.

Pourquoi? Pourquoi, en 2010, existe-t-il encore des sites de dépôts clandestins? Si la question se pose, en trouver la réponse n'est pas simple. Peut-on attribuer cela à un manque de jugement, à la disparition du service de cueillette des gros rebuts anciennement offert gratuitement par la municipalité ou encore aux 15 \$ de frais pour le dépôt de ces matières au CGMR? Tout est possible et rien n'est exclu.

À la Municipalité des Îles, on tente de trouver une solution. Jean Hubert, directeur adjoint à l'hygiène du milieu, nous révèle qu'on explore différentes avenues afin de faciliter les dépôts de ces résidus par les citoyens; par exemple, l'accès gratuit occasionnel au CGMR.

Suite de la page 3

« On regarde les possibilités... mais les dépôts clandestins ne sont pas une solution », dit-il. Il rappelle qu'il y a néanmoins deux centres de transbordement, l'un à Grande-Entrée et l'autre à Havre-Aubert, où l'on peut aller porter gratuitement les objets recyclables, les branchages et même les métaux ferreux de toutes sortes, y compris les électroménagers. Et dès juillet, il sera possible d'y déposer certains rebuts résidentiels au coût de 20 \$ pour l'équivalent d'une remorque de 150 pieds cubes.

Précisons que les sites de dépôt clandestins sont illégaux et qu'il est de juridiction municipale de faire respecter les lois concernées. À la Municipalité des Îles, le directeur général, Hubert Poirier, nous assure que la municipalité agit lorsqu'avertie d'une situation contrevenante. Il y a d'abord avertissement et demande de nettoyage. Si au bout des mesures prévues, rien n'est toujours fait pour le nettoyage du site, on procède à la poursuite devant tribunaux, une étape que tous préfèrent éviter en raison des coûts qui s'ensuivent, mais les effectifs manquent. Il n'y a que deux inspecteurs municipaux pour tout le territoire.

Rappelons que jusqu'en 1993, il y avait 5 dépotoirs sur le territoire des Îles, à l'Étang-du-Noed, Havre-aux-Maisons, Grosse-Île, Havre-Aubert et Grande-Entrée. C'est le gouvernement



Cliché photo : Yves Martinet, Comité Zip des Îles

qui a ordonné leur fermeture et exigé, à l'époque, à la Municipalité de comté des Îles (MRC) de se doter d'un centre de traitement des déchets, l'actuel CGMR à Havre-aux-Maisons (Centre de traitement des matières résiduelles). Jacinthe Cyr, adjointe à la direction des travaux publics, précise que le tri à deux voies avait été instauré : le compost et les déchets. Ce n'est qu'en 1997 qu'on a instauré le recyclage.

Les dépotoirs clandestins, un dossier que *Le Radar* suivra pour vous!